

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIOTELEGRAMMES OFFICIELS

Paris, le 7 septembre 1933

GOUVERNEUR LOMÉ

Circulaire 7 — Décret 6 septembre publié J. O. 7 nomme Albert DALIMIER député Ministre Colonies remplacement Albert SARRAUT nommé Ministre de la Marine.

DALIMIER

Lomé, le 8 septembre 1933

Commissaire République

à DALIMIER Ministre Colonies PARIS

Au moment où prenez en mains destinées France extérieure je tiens vous assurer absolu dévouement tous fonctionnaires Togo stop Pouvez compter sur collaboration étroite Européens et Indigènes pour faciliter tâche qu'avez assumée.

DE GUISE

Paris, le 11 septembre 1933

GOUVERNEUR LOMÉ

N° 176. — Vous remercie votre télégramme m'apportant assurance du dévouement de la population européenne et de la population indigène stop. Je compte sur la collaboration de tous.

DALIMIER

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 13 juin 1933, relatif à l'organisation du personnel des trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation du 25 août 1933). 478

Décret du 14 juillet 1933, réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux (Arrêté de promulgation du 25 août 1933). 479

Décret du 15 juin 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Paris le 12 mai 1933 (Arrêté de promulgation du 29 août 1933). 482

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 24 août 1933, donnant délégation de signature. 482

Arrêté du 1^{er} septembre 1933, déclarant infectés de peste bovine les villages de Insandjabo, Koubaubou, Binadjoué et Sadji, canton de Nawaré, subdivision de Bassari, cercle de Sokodé. 483

Arrêté du 1^{er} septembre 1933, portant création d'une rubrique spéciale en recettes au budget local du Territoire, exercice 1933. 483.

Arrêté du 6 septembre 1933 , imputant au <i>budget local</i> la totalité des dépenses de police pour l'année 1933.	484
Arrêté du 1er septembre 1933 , approuvant et rendant exécutoires divers <i>rôles supplémentaires</i> afférents à l'exercice 1933.	484
Arrêté du 1er septembre 1933 , approuvant et rendant exécutoires divers <i>rôles supplémentaires</i> afférents à l'exercice 1932.	485
Arrêté du 1er septembre 1933 , portant création d'une <i>agence intermédiaire</i> à Lama-Kara.	485
Arrêté du 1er septembre 1933 , réorganisant le <i>régime pénitentiaire</i> indigène au Togo.	486
Arrêté du 1er septembre 1933 , modifiant les taux de la <i>contribution foncière</i> .	491
Arrêté du 1er septembre 1933 , créant le réseau des <i>stations météorologiques</i> situées à l'intérieur du Territoire.	491
Arrêté du 1er septembre 1933 , imposant une <i>contribution en nature</i> à certaines collectivités.	492
Arrêté du 1er septembre 1933 , autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du <i>budget annexe du chemin de fer et du wharf</i> .	492
Décision du 2 septembre 1933 , fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des <i>tarifs de vente de l'énergie électrique</i> pour le premier semestre 1933.	292
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	493
Bourse scolaire	499
Censeur administratif	499
Chef du secrétariat général	499
Commission	499
Commission d'enquête	499
Expulsion	499
Produits pharmaceutiques	499
Subvention	500
Domaines	500
État des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois d'août 1933.	503

PARTIE NON OFFICIELLE

Tribunal de Commerce de la Seine	504
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel des trésoreries coloniales

ARRETE N° 471 promulguant au Togo le décret du 13 juin 1933, relatif à l'organisation du personnel des trésoreries coloniales au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 13 juin 1933, relatif à l'organisation du personnel des trésoreries coloniales au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 juin 1933, relatif à l'organisation du personnel des trésoreries coloniales au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 6 août 1921 sur l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et tous actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 7 novembre 1932;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 7 novembre 1932 susvisé sont étendues au territoire du Togo.

ART. 2. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 juin 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

LE MINISTRE DES FINANCES ET LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les articles 13 et 14 du décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les actes modificatifs subséquents, notamment le décret en date de ce jour;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922, fixant les conditions du concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales et les actes modificatifs subséquents, notamment l'arrêté interministériel du 7 novembre 1932;

ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 7 novembre 1932 susvisé sont étendues au territoire du Togo.

Fait à Paris, le 13 juin 1933.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Voir J. O. Togo 1^{er} janvier 1933 page 4.

Ordres coloniaux

ARRETE N° 472 promulguant au Togo le décret du 14 juillet 1933 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 juillet 1933, réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 juillet 1933, réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux.

Lomé, le 25 août 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 14 juillet 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Sous l'empire de la réglementation actuelle, les distinctions honorifiques coloniales sont réservées à deux catégories de bénéficiaires : d'une part, les personnes justifiant d'un séjour effectif minimum de

trois années dans les colonies, pays de protectorat ou territoires autres que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Syrie; d'autre part, les candidats qui, quoique n'ayant pas effectué de séjour aux colonies, ont, cependant, rendu des services à l'expansion coloniale.

Sur le contingent global de décorations dans les différents ordres coloniaux, tel qu'il est défini par l'article 6 du décret du 9 mars 1928, quatre cinquièmes des décorations reviennent dans chaque grade à la première catégorie; le dernier cinquième seulement est attribué à la seconde.

Deux contingents co-existent donc : un contingent spécifiquement colonial, amplement doté, et un contingent réservé aux métropolitains, et dont les disponibilités ne permettent de récompenser que, dans une très faible mesure, les services, chaque jour plus nombreux, et souvent d'une valeur exceptionnelle, rendus à l'expansion coloniale par les personnes qui, ne pouvant invoquer le bénéfice du séjour dans un territoire relevant du ministère des colonies, se trouvent ainsi défavorablement concurrencées par des candidats dont, parfois, le principal titre invoqué, en la circonstance, se réduit à une présence prolongée dans une de nos possessions d'outre-mer.

Le moment semble venu de faire prévaloir, dans l'octroi de nos distinctions honorifiques coloniales, des conceptions plus en rapport avec les besoins du moment, et tenant compte du développement pris dans tous les domaines, par notre empire colonial au cours de ces dernières années, en dépit du marasme économique actuel.

La division en deux contingents, bien distincts, s'opposant l'un à l'autre, pourrait-on presque dire, ne trouve, en effet, sa justification que, si on pose en principe que l'action menée en faveur de l'idée coloniale reste l'apanage exclusif de ceux qui, à un titre quelconque, sont amenés à accomplir, dans nos possessions lointaines, le séjour minimum exigé par l'article 2 du décret précité.

L'adoption d'un tel point de vue amène à récompenser largement — ce dont on ne peut que se féliciter — les courageux pionniers de notre expansion coloniale : colons, commerçants, chefs d'entreprises diverses, fonctionnaires, militaires des armées de terre et de mer, qui ont affronté les risques inhérents à l'existence outre-mer, et qui, pour l'immense majorité, servent la cause coloniale avec autant de conviction que de désintéressement.

Par contre, cette conception offre l'inconvénient majeur de contraindre le département à ne procéder qu'avec une extrême parcimonie à l'égard de ceux que nous appellerons les missionnaires métropolitains de l'idée coloniale, et qui, chaque jour plus nombreux, effectuent, par la plume ou par la parole ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions officielles ou privées, une propagande inlassable et féconde dans des conditions parfois ingrates, apportant ainsi, dans les domaines les plus variés, leur large contribution à

l'œuvre commune. Pour différente qu'elle soit de la part à mettre à l'actif de ceux qui invoquent le bénéfice d'un séjour outre-mer, une telle contribution n'en apparaît pas moins aussi précieuse pour le pays.

Rappelons, en effet, à cette occasion, le rôle joué par notre presse nationale, et notamment par son importante section coloniale, par nos conférenciers de tous ordres, sans oublier l'action efficace de nos chambres de commerce, l'effort soutenu des comités directeurs des régions économiques, comme des sociétés et fédérations coloniales. La manifestation symbolique de Vincennes donne, à cet égard, la meilleure preuve que l'idée coloniale, grâce à cette propagande poursuivie dans la métropole par des divers organismes ou personnalités qualifiés, pousse déjà de vigoureuses racines dans la masse du grand public.

Il apparaît, dès lors, quelque peu paradoxal, sinon peu équitable, de persister à classer sous deux étiquettes différentes les défenseurs de notre expansion outre-mer, suivant que leur action s'exerce aux colonies ou dans la métropole, procédure qui aboutit, en dernière analyse, à sacrifier, délibérément, les seconds au bénéfice des premiers, puisque, en fait, le contingent des candidats justifiant des trois années de présence dans nos possessions coloniales absorbe la très grosse part des décorations à attribuer.

Pour des considérations de même nature que celles indiquées ci-dessus, le nouveau texte organique permettra, désormais, de témoigner les preuves d'une même satisfaction à tous ceux qui apportent une contribution à la cause de l'expansion coloniale outre-mer, sans qu'ainsi que le prévoit la législation actuelle, il convienne de mettre sur un plan différent les ressortissants des territoires outre-mer relevant du ministère des colonies et ceux dépendant d'autres départements ministériels. L'Afrique du Nord et la Syrie rentreront donc dans le droit commun et on ne saurait que s'en féliciter.

Si l'expansion coloniale comporte, en effet, des modalités différentes, et offre des aspects variés suivant les pays où elle est appelée à s'exercer, il n'en demeure pas moins vrai que, par sa nature et ses caractéristiques générales, elle apparaît essentiellement une. Dans tous les pays elle s'impose à nous avec des caractères généraux sinon identiques, présentant du moins de larges points communs. Les mêmes grands principes restent à la base de tout effort colonisateur, et les bonnes méthodes de propagande valent également dans tous les pays. Sous toutes les latitudes, le défenseur de l'idée coloniale ne fait-il pas preuve des mêmes qualités d'initiative, de courage, de persévérance et de désintéressement ? Sa bienveillance à l'égard des populations indigènes ne s'affirme-t-elle pas de façon identique ? Enfin, dans un autre ordre d'idées, l'effort accompli dans les pays d'outre-mer, même les plus favorisés sous le rapport du climat, reste-t-il exempt de tout risque ? En toute équité, aucune discrimination ne saurait, à la vérité, persister touchant la matière qui fait l'objet du pré-

sent décret entre les différents territoires sur lesquels flotte le drapeau national.

La thèse soutenue trouve, d'ailleurs, son entière justification dans cette notion d'empire qui doit constamment rester présente à notre esprit et qu'en toute occasion nous devons nous efforcer de faire pénétrer dans les diverses classes de la société française.

Ainsi se trouve entièrement justifié ce principe essentiel posé par la nouvelle réglementation, et suivant lequel tous ceux qui, à un titre quelconque, et en quelque lieu que ce soit, apportent une contribution à la cause de l'expansion française d'outre-mer, pourront être l'objet d'une marque d'encouragement sous la forme de l'attribution d'une distinction honorifique coloniale, sans qu'interviennent des classifications qui, à l'usage, se sont révélées aussi artificielles que peu justifiées.

Tels sont les principes qui nous ont guidé dans l'élaboration du présent décret. Ils ont permis l'établissement d'un texte clair et précis, conçu sur des bases à la fois rationnelles et libérales, tenant compte de l'enseignement des faits et permettant de reconnaître l'effort méritoire partout où il se manifeste dans l'ensemble de notre France d'outre-mer.

Le point de vue dont s'inspire la nouvelle réglementation a rendu indispensable une refonte complète du décret du 9 mars 1928. Le nouveau texte prévoit un ensemble de dispositions que justifient des considérations d'ordre pratique. Nous mentionnerons seulement ici les plus importantes. Depuis longtemps déjà, le contingent mis à la disposition du département des colonies s'avérait insuffisant en ce qui concerne les dignités de grand officier et de grand croix destinées à récompenser des services particulièrement distingués. Son augmentation s'imposait d'autant plus logiquement que nous faisons prévaloir la conception libérale et largement compréhensive justifiée par les considérations d'équité et d'opportunité que nous venons d'exposer.

En outre, par assimilation avec les règles posées pour notre ordre national, un article du nouveau texte précise les conditions dans lesquelles interviennent les nominations à titre exceptionnel qui trouvent ici leur entière justification, l'expansion outre-mer offrant un champ largement ouvert aux entreprises audacieuses des jeunes générations dont les prouesses doivent pouvoir, le cas échéant, être largement récompensées, sans qu'interviennent les considérations d'âge, de temps de service ou de pratique professionnelle.

Il a paru également convenable de faciliter l'accession des chevaliers et officiers de la Légion d'honneur aux dignités de grand officier et de grand croix de nos ordres coloniaux. L'octroi de ces hautes récompenses offrira, en effet, au département, la possibilité de reconnaître, d'une manière appropriée, les services rendus à la cause de l'expansion coloniale dans les cas où les circonstances ne permettraient pas d'accorder à l'intéressé une promotion dans notre ordre national.

Telles sont les grandes lignes de la réforme qui fait l'objet du décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PENANCIER.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies;

Vu l'article 9 du décret du 16 mai 1907 et le décret du 9 mars 1928 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux;

Le conseil de l'ordre entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décorations coloniales du Cambodge, du Dragon de l'Annam, de l'Etoile Noire, du Nichan-el-Anouar et de l'Etoile d'Ajouan peuvent être attribuées à toute personne qui, à un titre quelconque, a apporté ou apporte une contribution à l'œuvre de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Chacun de ces ordres comprend les trois grades de chevalier, d'officier et de commandeur et les deux dignités de grand-officier et de grand'croix.

En ce qui concerne l'Etoile Noire, la dignité de grand-officier prend la dénomination de commandeur avec plaque.

ART. 3. — Les grades et dignités sont attribués, indistinctement, dans les cinq ordres sans qu'intervienne un pourcentage de répartition entre lesdits ordres.

ART. 4. — Le nombre total des décorations dans l'ensemble des ordres coloniaux dont dispose, chaque semestre, le ministre des colonies, est égal au double du total général fixé pour la même période de temps pour les grades correspondants de la Légion d'Honneur, en ce qui concerne les dignités de grand'croix ou de grand-officier ainsi que le grade de commandeur; il est de moitié pour les grades d'officier et de chevalier.

Chaque contingent semestriel comprendra toujours, au minimum, une grand'croix et 4 croix de grand-officier.

ART. 5. — Un décret contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et par le ministre des colonies, le conseil de l'ordre entendu, fixe, s'il y a lieu, le contingent spécial destiné à reconnaître les services rendus par les organisateurs, collaborateurs ou exposants des expositions ou des manifestations importantes purement coloniales.

ART. 6. — Nul ne peut être l'objet d'une nomination s'il n'est âgé de vingt-neuf ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de présentation de la candidature, et s'il ne justifie, par ailleurs, de neuf années, au moins, de services civils ou militaires ou de pratique professionnelle.

A cet égard, le temps passé dans les territoires relevant du ministère des colonies (Togo et Cameroun compris), et les régions sahariennes de l'Afrique du Nord, compte pour trois fois sa durée.

Le temps passé au ministère des colonies, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Syrie ou dans un pays étranger hors d'Europe, compte pour deux fois sa durée.

ART. 7. — Nul ne peut être promu à un grade supérieur s'il n'a passé deux ans, au minimum, dans le grade inférieur.

ART. 8. — Les nominations ou promotions dans des ordres coloniaux différents doivent être séparées par une période de trois ans au moins.

ART. 9. — En cas de campagne de guerre, d'exploration ou de services exceptionnels, aucune condition d'âge ou de durée de services n'est requise et les délais prévus aux articles 7 et 8 ne sont pas exigés mais, dans aucun cas, l'intéressé ne peut avoir moins de 23 ans accomplis au jour de la signature du décret de nomination.

Toute proposition faite à titre de services exceptionnels donnera toujours lieu à l'établissement d'un rapport spécial du ministre des colonies, précisant les motifs qui justifient ladite proposition.

ART. 10. — Les candidatures des fonctionnaires ne faisant pas partie d'un cadre du ministère des colonies et celles du personnel militaire, en activité de service, des ministères de la guerre, de la marine et de l'air, seront toujours accompagnées de l'avis du chef du département auquel appartiennent les intéressés, avis qui figurera obligatoirement aux dossiers de proposition transmis au grand chancelier pour être soumis au conseil de l'ordre.

ART. 11. — Quand l'intéressé n'appartient à aucune administration publique, ni à l'armée de terre, ni à la marine, ni à l'armée de l'air, il indique, lui-même, sur les mémoires de proposition, les services rendus à l'œuvre de la France d'outre-mer; il certifie, obligatoirement, avant de signer, l'exactitude des renseignements par lui fournis, et fait précéder sa signature de la mention : « certifié exact sur l'honneur ».

ART. 12. — Les nominations, sauf en ce qui concerne les membres de la Légion d'Honneur, ont toujours lieu au grade de chevalier.

ART. 13. — Nul ne peut être nommé ou promu à un grade supérieur à celui d'officier s'il n'est pas membre de la légion d'honneur.

ART. 14. — Les chevaliers de la Légion d'Honneur sont susceptibles d'être nommés directement officier, commandeur ou grand-officier, cette dignité n'étant, toutefois, accessible, directement, qu'aux seuls légionnaires titulaires du grade de chevalier de la légion d'honneur depuis huit ans effectifs au moins. En outre, la dignité de grand-officier ne pourra être conférée à un fonctionnaire ou à un officier en activité de service des armées de terre, de mer ou de l'air, que s'il est officier supérieur ou d'un rang équivalent.

ART. 15. — Nul ne peut être nommé ou promu grand-croix s'il n'est depuis cinq années consécutives, au moins, officier de la légion d'honneur.

En outre, la dignité de grand-croix ne pourra être conférée à un officier en activité ou du cadre de réserve des armées de terre, de mer et de l'air que s'il est officier général, et à un fonctionnaire en activité de service, que s'il possède une assimilation équivalente.

ART. 16. — Nul ne peut porter une décoration coloniale avant l'enregistrement de son brevet de nomination par la grande chancellerie.

Toute attribution de décoration dont le brevet n'aura pas été enregistré dans un délai maximum d'une année à compter de la date du décret de concession, sera considérée comme nulle et non avenue. En outre, les personnes se trouvant dans ce cas ne pourront, pendant une période de trois années à dater de l'expiration du délai susvisé, être l'objet d'une proposition tendant à une nomination ou à une promotion dans un ordre colonial.

Les annulations résultant des dispositions qui précèdent seront notifiées semestriellement au ministre des colonies par le grand chancelier de la Légion d'Honneur.

Un décret spécial fixe les droits de chancellerie afférents aux différents grades et dignités dans les ordres coloniaux.

ART. 17. — Toutes les nominations ou promotions sont publiées au bulletin officiel des colonies; le journal officiel de chaque colonie mentionne, en outre, toutes les nominations et promotions des ressortissants de la colonie.

ART. 18. — Le contingent de croix et de dignités disponibles à la date de signature du présent décret et provenant du reliquat des semestres antérieurs, viendra en addition du contingent attribué semestriellement, en vertu de l'article 4 du présent décret.

ART. 19. — Les décrets du 19 mai 1907 et du 9 mars 1928 sont et demeurent abrogés.

ART. 20. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des colonies et le grand chancelier de la Légion d'Honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera

publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 juillet 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Eugène PENANCIER.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le grand chancelier de la légion d'honneur,

Gl. DUBAIL.

Convention commerciale franco-tchécoslovaque

ARRETE N° 477 promulguant au Togo le décret du 15 juin 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Paris le 12 mai 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 juin 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Paris le 12 mai 1933;

Vu la dépêche ministérielle n° 838;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juin 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Paris le 12 mai 1933.

Lomé, le 29 août 1933.

R. DE GUISE.

J. O. R. F. 1933 n° 158 p. 7063.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Délégation de signature

ARRETE N° 470 donnant déclaration de signature.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1932 donnant délégation de signature au chef du bureau des affaires politiques;

Vu l'arrêté du 2 mars 1932 donnant délégation de signature au chef de cabinet;

Vu l'arrêté du 31 mars 1932 réorganisant les bureaux du commissariat de la République modifié par l'arrêté du 15 août 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le directeur des services administratifs et du cabinet vise pour légalisation ou certification des signatures par délégation du Commissaire de la République.

ART. 2. — Il signe, par délégation du Commissaire de la République :

1^o — Les autorisations d'importation, de transport, d'achat et de vente d'armes et de munitions;

2^o — Les passeports délivrés aux européens et assimilés;

3^o — Les autorisations de délivrance de passeport aux indigènes;

4^o — Les permis de conduire les véhicules automobiles;

5^o — Les cartes de circulation des véhicules automobiles.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment les arrêtés susvisés des 23 janvier et 2 mars 1932.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1933.

R. DE GUISE.

Peste bovine

ARRETE N° 479 déclarant infectés de peste bovine les villages de Insandjabo, Koubaubou, Pandja, Binadjouwé et Sadj, canton de Nawarè, subdivision de Bassari, cercle de Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le télégramme n° 468 du 29 août 1933 du commandant de cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les villages de Insandjabo, Koubaubou, Pandja, Binadjouwé, Sadj du canton de Nawarè, subdivision de Bassari, cercle de Sokodé, sont déclarés infectés de peste bovine.

ART. 2. — La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ces villages pendant la durée de l'épizootie.

ART. 3. — L'administrateur du cercle de Sokodé prendra toutes mesures de protection et de désinfection et sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Budget local

ARRETE N° 483 portant création d'une rubrique spéciale en recettes au budget local du Territoire, exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en ses articles 86 et 89;

Vu l'arrêté local n° 660 du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoire les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Vu le radiogramme officiel n° 101 du 3 juin 1933, prescrivant l'application au personnel métropolitain des cadres généraux des dispositions du décret en date du 29 mai 1933 à compter du 1^{er} juin 1933;

Vu l'arrêté n° 389 du 8 juillet 1933 promulguant au Territoire le décret du 29 mai 1933 sur la contribution exceptionnelle au personnel des cadres généraux retribués sur les budgets locaux;

Vu l'arrêté n° 365 du 26 juin 1933 étendant ces dispositions au personnel des cadres locaux pour compter du 1^{er} juillet 1933;

Vu l'arrêté 366 du 26 juin 1933 portant création d'une rubrique spéciale au chapitre IV (recettes) du budget local;

Vu la circulaire 18.110 L. C. 3121 de la direction de la comptabilité publique en date du 12 juillet 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté 366 du 26 juin 1933 portant création d'une rubrique spéciale au chapitre IV, article 5, paragraphe 6 — recettes — du budget local, exercice 1933.

ART. 2. — Il est créé une rubrique spéciale à la section II des recettes du budget local — recettes extraordinaires — chapitre VIII — paragraphe 2: « prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux — décret du 29 mai 1933 ».

ART. 3. — Le présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu immédiatement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

ARRETE N° 499 imputant au budget local la totalité des dépenses de police pour l'année 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoire le budget local, exercice 1933;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1933 approuvant le budget de la commune-mixte de Lomé, exercice 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dépenses du service de police de la commune-mixte de Lomé (exercice 1933) seront imputées en totalité au budget local, exercice 1933.

ART. 2. — La commune-mixte de Lomé remboursera chaque trimestre au budget local la part des dépenses de police prise à sa charge, jusqu'à concurrence de la totalité des crédits prévus à cet effet au budget municipal.

ART. 3. — Les sommes ainsi remboursées seront prises en recettes au budget local chapitre VII — article 1 — paragraphe 4 « remboursements divers » et atténueront les différentes dépenses dont la ventilation sera indiquée par état joint.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

Par arrêtés du :

1^{er} septembre 1933 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
190	Mango	Population flottante		5.520,00
191	Anécho	Impôt personnel indigène (catégorie ordinaire) . .		160,00
192	—	— — — (catégorie supérieure) . .		120,00
193	—	Rachat des prestations indigènes (catégorie ordinaire)		144,00
194	—	— — — (catégorie supérieure)		36,00
195	—	Taxe d'assistance médicale indigène (cat. ord.) . .		96,00
196	—	— — — (cat. sup.) . .		90,00
		Patentes		
		Principal	Centimes Additionnels	
197	—	7.450,00	2.607,50	10.057,50
198	—	300,00	150,00	450,00
		Véhicules		
199	—	4.120,00	1.236,00	5.356,00
200	—	1.125,00	337,50	1.462,50
201	—	Armes perfectionnées		80,00
202	—	Population flottante		40,00
203	S/Mango	Impôt sur les indigènes (2 ^e catégorie)		280,00
204	—	Population flottante		2.880,00
205	—	Rachat prestations indigènes (2 ^e catégorie)		24,00
		Patentes		
		Principal	Centimes Additionnels	
206	—	1.615,00	565,25	2.180,25
		Véhicules		
207	—	120,00	36,00	156,00
208	—	Taxe A.M.I. (catégorie supérieure)		140,00
209	Sokodé	Impôt personnel indigène (catégorie supérieure) . .		70,00
210	—	— — — (catégorie ordinaire) . .		126,00
211	— (Bassari)	— — —		42,00
212	—	Population flottante		220,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
213	Sokodé (Bassari)	Population flottante		3.920,00
214	—	Rachat prestations indigènes		6,00
215	—	— — —		108,00
216	— (Bassari)	— — —		36,00
Patentes				
		Principal	Centimes Additionnels	
217	—	1.100,00	385,00	1.485,00
218	— (Bassari)	590,00	206,50	796,50
Véhicules				
219	— (Bassari)	60,00	18,00	78,00
220	—	Taxe A. M. I. (catégorie supérieure)		35,00
221	—	— (catégorie ordinaire)		90,00
222	— (Bassari)	— — —		30,00
Patentes				
		Principal	Centimes Additionnels	
223	Atakpamé	29.805,00	10.431,74	40.236,74
Licences				
224	—	2.025,00	1.012,50	3.037,50
Véhicules				
225	—	3.005,00	901,50	3.906,50
226	—	Population flottante		640,00

La date de la mise en recouvrement est fixée au 1^{er} septembre 1933.

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
189	Sokodé	Armes perfectionnées	440,00
227	Atakpamé	Armes perfectionnées	20,00

La date de la mise en recouvrement est fixée au 1^{er} septembre 1933.

Création d'une agence intermédiaire à Lama-Kara

ARRETE N° 487 portant création d'une agence intermédiaire à Lama-Kara.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure des ministres des finances et des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une agence intermédiaire à Lama-Kara. Cette agence encaisse toutes les recettes et paie toutes les dépenses faites dans la subdivision de Lama-Kara.

ART. 2. — Pour l'encaissement des recettes l'agence intermédiaire recevra de l'agence spéciale de Sokodé tous titres et indications utiles, notamment des extraits de rôle des contributions directes.

ART. 3. — Les pièces de dépenses ne seront payées par l'agence intermédiaire qu'après visa du commandant de cercle de Sokodé, sauf cas d'urgence.

Les paiements auront lieu sur les fonds provenant du recouvrement des recettes.

En cas d'insuffisance de ces fonds, l'agence intermédiaire recevra de l'agence spéciale de Sokodé toutes provisions utiles.

ART. 4. — L'apurement total des comptes de l'agent intermédiaire a lieu obligatoirement le dernier jour de chaque mois par les soins du commandant de cercle et de l'agent spécial, ce dernier, incorporant alors dans ses écritures, après vérification, toutes les recettes et dépenses de l'agent intermédiaire dont la caisse est ainsi ramenée à zéro à la fin de chaque mois.

ART. 5. — L'agent intermédiaire tiendra un livre-journal de caisse et un registre des récépissés à souche dans la forme de ceux des agences spéciales.

ART. 6. — Le présent arrêté sera communiqué, publié et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 488 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale et au Togo, ensemble les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1923 réglementant le régime pénitentiaire au Togo;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1923 accordant une avance de 3.000 francs, au régisseur de la prison de Lomé;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1924 modifiant l'article 37 de l'arrêté du 16 octobre 1923;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1925 accordant des primes à certains détenus au moment de leur libération;

Vu l'arrêté du 12 mars 1927 réglementant la cession de la main-d'œuvre pénale au Togo;

Vu l'arrêté du 4 décembre 1927, modifiant l'article 26 de l'arrêté du 16 octobre 1923;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1928, modifiant l'article 4 de l'arrêté du 16 octobre 1923;

Vu l'arrêté du 7 mai 1930 modifiant l'article 37 de l'arrêté du 16 octobre 1923;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1930 fixant au Togo le taux de la consignation d'aliments pour l'entretien des détenus contrainte par corps;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1932 portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923, réglementant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1932 portant modification à l'arrêté du 16 octobre 1923, réglementant le régime pénitentiaire au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute circonscription administrative du Territoire peut être le siège d'une prison qui comprend :

1^o Des locaux pénitentiaires, 2^o des locaux disciplinaires.

Les prisons sont créées ou supprimées par arrêté du Commissaire de la République sur la proposition ou après avis des commandants des cercles.

ART. 2. — La direction de chaque prison est assurée :

1^o — Au chef-lieu d'un cercle : par le commandant du cercle;

2^o — Au chef-lieu d'une subdivision : par le chef de la subdivision, sous le contrôle du commandant du cercle.

Toutefois la direction de la prison de Lomé peut être confiée à un fonctionnaire spécialement désigné par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 3. — L'administration de chaque prison est assurée par un surveillant-chef désigné par le Commissaire de la République, après avis du commandant du cercle, parmi les fonctionnaires citoyens français en service au siège de la prison. Dans les subdivisions, en cas de pénurie de personnel, l'administration peut en être confiée au directeur.

ART. 4. — La garde des prisons et des détenus est assurée par des gardes de cercle désignés par le commandant du cercle et placés sous les ordres du surveillant-chef.

ART. 5. — Le directeur d'une prison a la haute main sur tous les services dont il est seul responsable; en particulier :

1^o — Il fait appliquer dans la prison les lois, règlements et instructions;

2^o — Il veille au maintien de la discipline et inflige les punitions;

3^o — Il surveille tout ce qui concerne les travaux des détenus et prend toutes les mesures nécessaires en vue de leur faire donner du travail;

4^o — Il veille à l'alimentation, à l'habillement et à l'hygiène des détenus.

ART. 6. — Le surveillant-chef est chargé, sous l'autorité du directeur, sans déroger aux dispositions du code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897 :

1^o — De diriger les détails des services de la prison;

2^o — D'assurer la garde des détenus, le maintien du bon ordre et de la discipline, l'exécution du service de propreté dans toutes les parties de la prison;

3^o — D'assurer l'alimentation des détenus et de pourvoir à leur vestiaire;

4^o — De tenir les écritures ci-après :

a) Registre d'écrou des prévenus,

b) Registre d'écrou des détenus de droit commun.

c) Registre d'écrou des punis disciplinairement,
 d) Registre d'écrou des détenus pour dettes,
 e) Contrôle nominatif de tous les détenus, établi à l'aide des fiches de renseignements et indiquant la classe dans laquelle ils sont versés, et, le cas échéant, leur numéro matricule,

f) Contrôle des libérations, par mois, affiché visiblement au greffe de la prison,

g) Registre de l'inventaire des objets mobiliers appartenant au Territoire,

h) Registre d'inventaire des effets, objets et valeurs déposés par les détenus à leur entrée en prison,

i) Registre pour l'inscription des punitions,

j) Carnet des ordres de services,

k) Cahier de visite médicale d'incarcération,

l) Cahier de visite médicale des détenus malades,

m) Tous autres registres ou états dont la tenue serait prescrite par le Commissaire de la République;

5° — D'assurer la garde et l'entretien des effets, objets et valeurs déposés par les détenus à leur entrée en prison;

6° — De tenir la comptabilité de la prison;

7° — De tenir une comptabilité sommaire des vivres provenant des plantations pénales et du bétail du troupeau de la prison.

Tous les registres doivent être signés et paraphés à toutes les pages par le commandant du cercle.

ART. 7. — Il est interdit au surveillant-chef, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, de recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt, soit d'une ordonnance de prise de corps, soit d'un arrêt de renvoi devant la cour d'assises ou le tribunal criminel, soit d'un arrêt ou d'un jugement de condamnation à une peine afflictive ou à un emprisonnement, ou d'une décision du chef de la circonscription administrative infligeant un emprisonnement disciplinaire et sans que la transcription en ait été faite sur le registre d'écrou.

Tout agent de la force publique chargé d'exécuter l'un des actes ci-dessus énumérés est tenu, avant de remettre au surveillant-chef la personne qu'il conduit, de faire inscrire devant lui, sur le registre d'écrou, l'acte dont il est porteur. Il signe le tout avec le surveillant-chef qui lui rend l'acte après l'avoir signé.

Le surveillant-chef inscrit en marge de l'acte de remise la date de la sortie du détenu ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle a lieu.

ART. 8. — Le surveillant-chef répartit lui-même, sous le contrôle du directeur, les détenus dans les locaux pénitentiaires, compte tenu des dispositions ci-dessous.

Le nombre normal et le nombre maximum de détenus que peut recevoir chaque local sont fixés par la commission de surveillance des prisons sur la proposition de commissions locales composées du commandant du cercle, du médecin-chef de la circonscription sanitaire et de l'agent des travaux publics. Ces nombres sont

inscrits lisiblement sur la porte du local. Lorsque le nombre normal est dépassé, le surveillant-chef doit en rendre compte immédiatement au directeur qui en avise le Commissaire de la République en lui adressant toutes propositions utiles. Le nombre maximum ne doit jamais être dépassé.

ART. 9. — Les détenus punis disciplinairement doivent toujours être séparés des autres détenus; il en est de même des détenus mineurs et des prévenus. Les femmes doivent toujours être séparées des hommes.

Les détenus condamnés par les tribunaux du premier degré, le tribunal colonial d'appel et le tribunal correctionnel doivent être séparés de ceux condamnés par les tribunaux criminels et la cour d'assises, sauf autorisation spéciale du Commissaire de la République, sur rapport du commandant du cercle motivé par la disposition des locaux pénitentiaires.

ART. 10. — Les détenus condamnés sont, dès leur incarcération, affectés d'un numéro matricule comportant une lettre et un numéro d'ordre qui ne doit jamais être renouvelé et dont les deux premiers chiffres sont les deux derniers du millésime de l'année d'incarcération. Ils conservent ce numéro matricule même en cas de translation dans une autre prison.

ART. 11. — Dès leur incarcération, les détenus sont pourvus d'une natte individuelle et d'une couverture sur lesquelles doit être reproduit leur numéro matricule.

Les détenus condamnés sont pourvus d'un vêtement pénitentiaire type comprenant : a) pour les hommes : une culotte-courte et une blouse à manches courtes; b) pour les femmes : un pagne et une blouse à manches courtes. Chaque pièce du vêtement doit être immatriculée.

ART. 12. — Il n'est laissé aux détenus ni vêtements, linge ou objets personnels, ni argent, valeurs ou documents, ni bijoux autres que les anneaux de mariage. Toutefois les prévenus et les punis disciplinairement peuvent conserver chemise, pantalon, veste, tricot, pagne, blouse et robe.

ART. 13. — Les effets, objets, valeurs, etc... retirés aux détenus lors de leur incarcération sont conservés par le surveillant-chef. Ils leur sont rendus par lui au moment de leur libération; ils doivent en donner décharge sur le registre d'inventaire.

ART. 14. — Le surveillant-chef fait procéder devant lui, chaque fois qu'il le juge utile, à la fouille des détenus. Il saisit tous les effets, objets, valeurs etc... conservés en fraude par les détenus et dresse procès-verbal de l'opération.

ART. 15. — Le surveillant-chef adresse au curateur aux biens vacants les effets, objets, valeurs etc... abandonnés depuis au moins trois années soit par un détenu libéré ou évadé, soit par les héritiers d'un détenu décédé. Il adresse au receveur des domaines, le cas

échéant, ceux qui ont été saisis pour être vendus aux enchères au profit du Territoire.

ART. 16. — Les détenus condamnés sont répartis en trois classes. Dès leur incarcération, ils sont versés à la troisième classe. Ils sont versés à la seconde et à la première classe, sur la proposition du régisseur, par le directeur; mention du classement est faite, avec la date, sur le contrôle nominatif des détenus.

Seuls peuvent accéder à la seconde classe les détenus qui, ayant accompli au moins un an dans la troisième classe, ont eu une conduite exempte de tout reproche et n'ont encouru aucune punition pendant une année.

Seuls peuvent accéder à la première classe les détenus de seconde classe qui, ayant accompli au moins la moitié de leur peine s'ils sont condamnés à temps, ou dix ans de détention s'ils sont condamnés à perpétuité, se sont fait particulièrement remarquer par une conduite et une soumission exemplaires et n'ont encouru aucune punition pendant deux années consécutives.

Deux punitions dans la seconde classe entraînent le renvoi à la troisième classe. Dans la première classe, une punition entraîne le renvoi à la seconde classe. Les détenus ainsi déclassés ne peuvent à nouveau accéder à la classe supérieure qu'après un délai d'une année, au moins, sans punition.

ART. 17. — Les détenus de première classe portent un galon de laine bleue de 10 c/m de long cousu horizontalement sur leur blouse sur le côté gauche de la poitrine. Seuls ils peuvent être utilisés dans les bureaux, ateliers, etc... de l'administration ou chez les particuliers et en outre être chargés d'exercer une surveillance sur les autres détenus à l'intérieur de la prison. Quelques adoucissements au régime de la prison peuvent leur être accordés; ils peuvent être autorisés à posséder quelques objets à usage personnel.

Les travaux les plus pénibles sont confiés aux détenus de troisième classe.

ART. 18. — Les détenus de troisième classe sont astreints au silence jour et nuit; les détenus de deuxième classe y sont astreints également sauf le dimanche. Les détenus de première classe ne doivent garder le silence que pendant les heures de travail; seuls ils peuvent être autorisés à fumer, mais en dehors des heures de travail.

Les cris, chants et jeux de toutes sortes sont interdits en tous temps à toutes les catégories de détenus.

ART. 19. — Le surveillant-chef procède lui-même à l'appel des détenus chaque soir à la rentrée du travail. Il y fait procéder, sous sa responsabilité, le matin au réveil et toutes les fois où il le juge utile.

ART. 20. — Les heures de travail, de repos, ainsi que celles des repas sont fixées par arrêtés du Commissaire de la République pris, après avis du chef de bureau du travail, sur la proposition des commandants des cercles.

ART. 21. — Tous les détenus sont astreints au travail sauf ceux qui en sont exemptés, totalement ou en

partic, pour une durée déterminée, par le directeur sur le vu d'une ordonnance du médecin de la prison.

Les prévenus et les femmes ne sont employés qu'à l'intérieur de la prison; ces dernières sont spécialement chargées de la cuisine, du blanchissage et des différents menus travaux d'entretien.

Le directeur de la prison répartit le travail entre les détenus qui peuvent soit être employés aux diverses corvées de la circonscription administrative, à l'entretien et à la récolte des plantations pénales, à la garde et à l'entretien du troupeau de la prison, à des travaux dans les ateliers de la prison, soit être mis à la disposition d'un des services de l'administration du Territoire.

Exceptionnellement, des détenus peuvent être mis à la disposition de particuliers. Cette cession doit être autorisée par un arrêté du Commissaire de la République qui en fixe en même temps les conditions et les modalités.

Il est dressé par le directeur un tableau indiquant le nombre de détenus affectés à chaque corvée permanente du chef-lieu de la circonscription administrative; ce tableau est soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

ART. 22. — Le surveillant-chef groupe les détenus en équipes de travail.

Les punis disciplinairement doivent former des équipes spéciales qui ne peuvent être employées sur les mêmes chantiers que celles constituées de détenus de droit commun.

ART. 23. — Chaque équipe de punis disciplinairement ne peut comprendre plus de vingt détenus surveillés par un ou plusieurs gardes armés seulement du sabre-baïonnette.

ART. 24. — Chaque équipe de condamnés ne peut comprendre plus de dix détenus surveillés par au moins deux gardes armés; toutefois lorsqu'une équipe n'est composée que de condamnés à moins d'une année d'emprisonnement leur nombre peut être porté à vingt. Au départ de la prison de chaque équipe, le surveillant-chef remet à chacun des gardes chargés de la surveillance, et en présence des détenus, un chargeur de cartouches dont ils ne peuvent faire usage qu'en cas de légitime défense ou d'évasion et seulement après les sommations réglementaires : « Halte-là! Halte-là! Halte-là! ou je fais feu. »

ART. 25. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent les condamnés dangereux sont isolés en groupes de quatre au maximum, surveillés par au moins deux gardes munis chacun d'une paire de menottes et armés; leurs armes doivent être constamment chargées et, en cas d'évasion, ils peuvent en faire usage après la première sommation. Ces détenus doivent être avertis de ces dispositions spéciales, par le surveillant-chef, au départ de la prison; les armes doivent être chargées devant eux.

ART. 26. — Les détenus sont nourris; ils ne peuvent, sauf les détenus politiques, les détenus pour

dette et les punis disciplinairement, faire venir leur nourriture du dehors.

La ration journalière comprend, par détenu :

Tous les jours :

1^o — L'un des produits suivants :

Igname 2 kilogs.

Mil ou maïs 1 kilog.

Haricots ou manioc 700 grammes.

Riz 600 grammes.

2^o — Huile de palme ou graisse

végétale ou animale 20 grammes.

3^o — Sel 10 grammes.

4^o — Condiments 10 grammes.

Trois fois par semaine :

Viande ou poisson 100 grammes.

L'eau est la seule boisson autorisée; elle doit être puisée au lieu fixé par le médecin de la prison.

Le directeur peut octroyer une demi-ration supplémentaire aux détenus qui exécutent un travail particulièrement pénible.

Un régime alimentaire spécial peut être alloué par le directeur aux détenus malades, suivant ordonnance du médecin de la prison.

ART. 27. — Dans chaque prison un local est aménagé en infirmerie. Le service médical est assuré par un ou plusieurs médecins-auxiliaires ou aides-médecins et infirmiers sous la direction et la responsabilité du médecin chef de la circonscription sanitaire. Ce dernier doit visiter, au moins une fois par mois, chaque prison de son ressort. Il consigne ses observations sur le carnet des ordres du service qu'il signe à chaque visite.

ART. 28. — Dès incarcération chaque détenu est soumis par le surveillant-chef à un examen médical. S'il est reconnu atteint de maladie contagieuse il est aussitôt isolé dans un local spécial. Cet examen est constaté sur un cahier spécial émarginé par le médecin.

ART. 29. — Chaque matin les détenus malades sont rassemblés à l'infirmerie de la prison pour y être soumis à un examen médical. Leur nom est inscrit par le surveillant-chef sur un cahier dit « de visite » qui est présenté au médecin pour qu'il y note ses observations ou prescriptions. Si le médecin constate que l'état du malade est tel qu'il ne puisse être soigné ou pansé à l'infirmerie, le surveillant-chef le fait conduire sous escorte à la formation sanitaire.

Si le médecin l'ordonne, les détenus malades peuvent être hospitalisés dans un local spécialement aménagé à cet effet soit dans la prison soit, sous la surveillance d'un garde, dans une formation sanitaire.

ART. 30. — A moins de prescription contraire du médecin les détenus doivent se baigner ou se doucher une fois par jour. Du savon est mis à leur disposition.

Leurs cheveux et leur barbe doivent être coupés ras au moins deux fois par mois.

Leurs vêtements doivent être lavés au moins une fois par semaine.

Les locaux disciplinaires doivent être nettoyés et désinfectés tous les jours.

ART. 31. — En cas de décès d'un détenu, le surveillant-chef en avise immédiatement le médecin, le directeur de la prison et le procureur de la République. Le directeur adresse, dans les trois jours, au Commissaire de la République, un rapport circonstancié auquel il annexe un certificat de genre de mort établi par le médecin et la copie de l'acte de décès. Mention du décès est faite en marge du registre d'écrou.

ART. 32. — Toute faute commise par un détenu est sanctionnée par l'une des punitions suivantes infligée par le directeur de la prison assisté du surveillant-chef :

1^o — Suppression des pauses dans le travail,

2^o — Corvée supplémentaire le dimanche,

3^o — Demi-ration, sans viande ni poisson, pour une durée maxima de quarante jours, et appliquée par périodes de quatre jours séparées par des intervalles de quatre jours à ration normale,

4^o — Cellule pour une durée maxima de trente jours,

5^o — Salle de discipline, pour une durée maxima de trente jours,

6^o — Mise aux fers en cellule en cas de fureur ou de violence grave.

Les détenus qui se sont déclarés malades et n'ont pas été reconnus tels par le médecin de la prison sont punis soit de corvée supplémentaire le dimanche, soit de suppression, pendant un jour, de la ration de viande ou de poisson.

Les détenus qui n'ont pas exécuté le travail qui leur avait été imposé n'ont droit qu'à la demi-ration, sans viande ni poisson.

ART. 33. — Le surveillant-chef doit signaler immédiatement et par les moyens les plus rapides (télégraphe ou téléphone) toute évasion de détenu :

a) au chef du service de police et de sûreté,

b) aux commissaires de police de tous les cercles,

c) au procureur de la République s'il s'agit d'un prévenu ou condamné relevant de la justice européenne.

Il en rend compte immédiatement au directeur de la prison à qui il adresse un rapport relatant les circonstances de l'évasion. Celui-ci le transmet au Commissaire de la République en lui faisant connaître son opinion sur les responsabilités encourues et en lui indiquant les punitions infligées ou les sanctions proposées; le tout sans préjudice de poursuites devant les tribunaux compétents.

ART. 34. — La correspondance des détenus, à l'arrivée et au départ, est lue et visée par le surveillant-chef, à l'exception des lettres qu'ils adressent à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire et à leur défenseur. Les lettres écrites ou reçues par les prévenus et les accusés sont, en outre, communiquées par le surveillant-chef, selon le cas, au procureur de

la République, au juge d'instruction, au président d'assises ou au président du tribunal indigène.

Le surveillant-chef doit refuser de transmettre toute correspondance de nature à troubler l'ordre public.

ART. 35. — Les permis de visiter les détenus sont délivrés par le directeur de la prison. Toutefois, s'il s'agit d'un prévenu ou d'un accusé, le permis de visiter ne peut être délivré que sur le vu d'un permis de communiquer du juge d'instruction, du procureur de la République ou du président du tribunal indigène, selon le cas.

Le défenseur d'un inculpé a toujours le droit de communiquer librement avec lui aussitôt après la première comparution.

ART. 36. — Le magistrat instructeur peut, par une ordonnance qui est inscrite sur le registre d'écrou, prescrire à l'égard d'un inculpé une interdiction de communiquer. Cette interdiction ne peut s'étendre au delà de dix jours; elle ne peut être renouvelée plus de deux fois.

ART. 37. — Un garde doit assister aux entretiens des détenus avec tous leurs visiteurs sauf leur défenseur et les autorités énumérées à l'article 47 ci-après.

ART. 38. — Les détenus condamnés à des peines ne dépassant pas dix années d'emprisonnement subissent leur peine dans la prison du siège du tribunal qui les a prononcées.

Toutefois, pour des raisons d'ordre public, de sûreté intérieure ou de surveillance, le Commissaire de la République peut en ordonner la translation dans une autre prison.

ART. 39. — Des arrêtés du Commissaire de la République déterminent les prisons dans lesquelles doivent être subies les peines de travaux forcés, de réclusion, ainsi que celles supérieures à dix années d'emprisonnement.

ART. 40. — Des arrêtés du Commissaire de la République fixent les lieux où doivent être détenus les condamnés mineurs de seize ans. Ils fixent également le régime du travail auquel ils sont astreints.

ART. 41. — La translation des détenus inculpés est ordonnée par le procureur de la République ou le président du tribunal indigène.

La translation des détenus condamnés est ordonnée par le Commissaire de la République.

ART. 42. — Avant la translation les détenus condamnés doivent être visités par le médecin de la prison qui en délivre certificat au surveillant-chef.

ART. 43. — Le surveillant-chef établit pour chaque détenu à transférer un dossier composé de :

- 1° — la copie littérale du registre d'écrou,
- 2° — la fiche de renseignements,
- 3° — le certificat de visite.

Mention de la date et du lieu de la translation est

faite en marge du registre d'écrou et de sa copie et sur le contrôle des détenus avec indication de l'autorité qui a ordonné la translation et de la date de cet ordre.

Chaque dossier est confié au chef de l'escorte qui remet au surveillant-chef de la prison dans laquelle a lieu la translation la fiche signalétique et le certificat de visite. En outre, au moment de la remise du détenu, le chef de l'escorte fait inscrire, devant lui, sur le registre d'écrou, la copie d'écrou dont il est porteur. Il signe le tout avec le surveillant-chef qui lui rend la copie après l'avoir signée. Au retour de l'escorte le chef remet cette copie au surveillant-chef de la prison de départ qui l'annexe au registre d'écrou.

ART. 44. — Les présidents des tribunaux du premier degré sont tenus de visiter, au moins une fois par mois, les détenus des prisons de leur ressort. Cette visite est constatée par un visa sur les différents registres d'écrou.

Les commandants de cercle sont tenus de vérifier, au moins une fois par trimestre, les prisons de leur cercle. Cette vérification est constatée par un visa sur les différents registres contrôles et cahiers. Leurs instructions sont consignées sur le carnet des ordres de service.

ART. 45. — La copie de chaque registre d'écrou arrêté au 31 décembre est adressée annuellement au procureur de la République. En outre un extrait lui en est adressé mensuellement, mais seulement en ce qui concerne les prévenus et condamnés relevant de la justice européenne.

Un état des mutations indiquant les entrées et les sorties est adressé mensuellement au procureur de la République.

ART. 46. — Le surveillant-chef ou, lorsqu'il y en a un en service à la prison, l'agent de la section technique du service de police et de sûreté, doit établir pour chaque détenu, dès incarceration, et en double exemplaire : a) une fiche de renseignements; b) une fiche dactyloscopique, du modèle uniforme mis à sa disposition. Toutefois, sauf indications spéciales du chef du service de police et de sûreté, il n'a pas à établir de fiche de renseignements pour les catégories suivantes de détenus :

- 1° — Punis disciplinaires,
- 2° — Détenus pour dettes (matières civile, commerciale, fiscale ou douanière),
- 3° — Détenus pour délits politiques (y compris les délits de presse),
- 4° — Détenus pour contraventions de simple police.

Un exemplaire de chacune des fiches de renseignements est classé, par ordre alphabétique, au greffe de la prison. L'autre exemplaire et les deux fiches dactyloscopiques sont adressés, par premier courrier, au chef du service de police et de sûreté.

Toutefois, à Lomé, les fiches sont établies par la section technique du service de police et de sûreté; le chef du service remet aussitôt un exemplaire de la fiche de renseignements au surveillant-chef pour classement au greffe de la prison.

ART. 47. — Seuls ont accès dans les prisons, en dehors des personnes énumérées à l'article 611 du code d'instruction criminelle et du personnel de direction, d'administration ou de gardiennage :

1° — Le président du tribunal de 1^{re} instance et le procureur de la République,

2° — Les membres de la commission de surveillance des prisons,

3° — L'inspecteur des affaires administratives,

4° — Le commandant du cercle et l'administrateur-maire,

5° — Les présidents des juridictions indigènes auprès desquelles se trouvent les prisons,

6° — Le chef du service de police et de sûreté,

7° — Le commissaire de police,

8° — Les commissaires, inspecteurs, inspecteurs auxiliaires et agents du service de police et de sûreté munis d'un ordre écrit de leur chef de service.

ART. 48. — Il est institué une commission de surveillance qui a juridiction sur toutes les prisons du Territoire. Elle a son siège à Lomé et est composée ainsi qu'il suit :

Le président du tribunal de 1^{re} instance — président,

Le chef du service de santé,

Le chef du service des travaux publics,

Le chef du bureau des affaires politiques,

Un membre indigène du conseil d'administration désigné par le Commissaire de la République.

En cas d'empêchement justifié d'un des membres il y est suppléé par décision du Commissaire de la République.

ART. 49. — La commission de surveillance se réunit sur convocation de son président. Elle doit inspecter, ou faire inspecter par un ou plusieurs membres délégués, au moins une fois par an, toutes les prisons du Territoire.

ART. 50. — Outre les attributions spéciales qui lui sont conférées par l'article 8 ci-dessus, elle est chargée de la surveillance intérieure des prisons en tout ce qui concerne la salubrité, la sécurité, l'état du vestiaire, le régime alimentaire, le service de santé, le travail, la tenue régulière des registres d'écrou, l'observation des règlements, la discipline, le classement, l'instruction et la réforme morale des détenus.

Elle adresse au Commissaire de la République les observations ou critiques qu'elle croit devoir formuler à cet égard et lui signale les abus à faire cesser ainsi que les améliorations à réaliser.

Elle dresse procès-verbal de ses réunions sur un registre déposé entre les mains de son président.

ART. 51. — La dénomination de « surveillant-chef »

est substituée à celle de « régisseur » dans tous les textes actuellement en vigueur.

ART. 52. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment les arrêtés susvisés des 16 octobre 1923, 25 septembre 1924, 30 novembre 1925, 12 mars, 4 décembre 1927, 26 janvier 1928, 7 mai 1930, 8 et 21 décembre 1932.

ART. 53. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Contribution foncière

ARRETE N° 489 modifiant les taux de la contribution foncière.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 instituant une contribution foncière sur les biens immeubles bâtis situés dans les centres urbains;

Vu l'approbation ministérielle donnée par télégramme n° du;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif fixé par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 20 novembre 1932 est abaissé pour l'année 1933 à :

2% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 1^{re} catégorie;

1% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 2^e catégorie.

ART. 2. — Le tarif fixé par l'article 6 de l'arrêté susvisé du 20 novembre 1932 est abaissé pour l'année 1933 à :

0,25% pour les terrains classés dans la 1^{re} catégorie

0,15% pour les terrains classés dans la 2^e catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Création de stations météorologiques

ARRETE N° 491 créant le réseau des stations météorologiques situées à l'intérieur du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 avril 1929 créant un service météorologique colonial; ensemble tous les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 21 août 1932 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du service météorologique au Togo;

Vu l'arrêté du 20 mai 1933 fixant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité, frais de bureau, frais d'éclairage des bureaux de postes, frais de représentation alloués aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Territoire; modifié par l'arrêté du 1^{er} septembre 1933;

Sur la proposition du chef du service météorologique;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé des stations météorologiques de 2^e ordre dans les centres énumérés ci-après :

1^o — Stations dites climatologiques à :

Nuatja — Palimé — Misahöhe — Atakpamé — Sokodé — Aledjo — Pagouda — Mango.

2^o — Stations dites pluviométriques à :

Anécho — Tsévié — Klabé — Yégué — Bassari — Dapango.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Contribution collective

ARRETE N° 492 imposant une contribution en nature à certaines collectivités.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Sur la proposition de l'administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé;

Vu l'avis du procureur de la République;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est imposé aux collectivités indigènes ci-dessous énumérées une contribution en travail sur des chantiers publics fixée à :

6.630 journées pour les collectivités d'Amoutivé, de Kodjoviakopé et des quartiers 8, 9 et 10 de la ville de Lomé.

4.500 journées pour la collectivité de Bè.

3.750 journées pour la collectivité d'Agoueve.

3.000 journées pour la collectivité de l'Awe.

1.200 journées pour la collectivité d'Aflao.

ART. 2. — L'exécution en sera dirigée par le commandant du cercle de Lomé, suivant un plan dressé

par lui et approuvé par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 496 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant le fonds de renouvellement;

Vu l'arrêté local du 10 septembre 1923 réglementant ce fonds;

Sur la proposition du chef du service du chemin de fer et du wharf, ordonnateur-délégué du budget annexe du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de 380.000 francs (trois cent quatre vingt mille frs.) sur le fonds de renouvellement du budget annexe du chemin de fer et du wharf pour faire face à l'acquittement des dépenses de travaux de ballastage, de réfection de voie et de réfection des lignes téléphoniques à réaliser dans le courant de l'année 1933.

ART. 2. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 1^{er} septembre 1933.

R. DE GUISE.

Tarifs de vente de l'énergie électrique

DECISION N° 719 fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique, pour le premier semestre 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le cahier des charges pour la concession par le territoire sous mandat du Togo d'une distribution publique d'éner-

gie électrique annexé à la convention en date du 11 juillet 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu la proposition en date du 4 mai 1933 de la Société concessionnaire;

Vu le procès-verbal en date du 21 juillet 1933 de la commission chargée de la révision des tarifs;

Sur la proposition de M. le chef du service des travaux publics, ingénieur en chef du contrôle;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le premier semestre 1933 :

Co	1175,1979
Cl	1209,0166
Mo	1,7240
Ml	1,8095
Io	387,50
Il	350,5

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 1^{er} semestre 1933, sont ainsi déterminés :

1 ^o — Pour Lomé — Prix du Kwh. Lumière	4,56
Prix du Kwh. Force	3,60
2 ^o — Pour Aného — Prix du Kwh. Lumière	5,04
Prix du Kwh. Force B. I.	4,08
Prix du Kwh. Force H. I.	3,79

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1933.

R. DE GUISE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Tableau d'avancement

Ont été inscrits au tableau complémentaire d'avancement du personnel des ingénieurs météorologistes coloniaux pour l'année 1933.

Pour la 2^e classe du grade d'ingénieur adjoint.

M.M.

CARON (Jules), ingénieur adjoint de 3^e classe.

Ecole coloniale

Par arrêté du ministre des colonies en date du 15 juillet 1933, par modification à l'arrêté du 21 février 1933, le nombre des places mises au concours d'admission au stage de l'école coloniale des 4 et 5 avril 1934 a été porté à 24.

LISTE, par ordre de mérite, des adjoints des services civils admis au stage de l'école coloniale à la suite du concours des 4 et 5 avril 1933.

M.M.

COURTHIADE (Georges-Louis-Jean), adjoint des services civils du Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1933. — M. GINET, Henri, Auguste, agent sanitaire contractuel, est nommé inspecteur stagiaire de police, à compter du 1^{er} septembre 1933.

Passages automatiques

Par décisions du :

24 août 1933. — Le passage automatique à l'échelon supérieur de solde est constaté à compter du 1^{er} janvier 1933 parmi le personnel des cadres communs supérieurs de l'A. O. F. :

Travaux publics

M. CACCAVELLI Félix, surveillant principal avant 36 mois, passe à l'échelon après 36 mois.

Le passage automatique à l'échelon supérieur de solde, est constaté à compter du 1^{er} juillet 1933 parmi le personnel des cadres locaux européens du Togo;

Travaux publics

M. WALLON, Gaston, comptable avant 36 mois, passe à l'échelon après 36 mois.

Affectations et prises de fonctions

Par arrêté du :

23 août 1933. — M. PALMYRE, commis greffier de 4^e classe du cadre de l'A. O. F., arrivé à Lomé le 23 août 1933, est affecté au tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Il remplira à titre intérimaire les fonctions de greffier notaire, pendant l'absence de M^e PATRAULT, titulaire d'un congé de convalescence.

Par décisions des :

24 août 1933. — M. JONCA Jacques, sous-chef de bureau des chemins de fer de l'A. O. F. est désigné pour remplir les fonctions de chef de bureau de la comptabilité-finances du chemin de fer et du wharf à compter du 9 août 1933 en remplacement de M. MILLELIRI appelé à d'autres fonctions.

30 août 1933. — Madame MARTIN institutrice ordinaire après 18 mois, est chargée de surveillance d'études au cours complémentaire, en remplacement de M. THOMAS appelé à d'autres fonctions.

2 septembre 1933. — M. HORARD, chef ouvrier d'art des travaux publics du Togo, actuellement en service à Kpédji (cercle de Lomé) est affecté à Nuatja (cercle d'Atakpamé) à la disposition du service des travaux publics, pour compter du 12 août 1933.

6 septembre 1933. — M. KUTSCHENRITTER, instituteur supérieur après 4 ans, directeur du cours de pédagogie, est nommé directeur de l'école régionale de Lomé en remplacement de M. THOMAS partant en congé.

M. KUTSCHENRITTER, instituteur supérieur après 4 ans, est chargé du fonctionnement du cours de perfectionnement et des cours d'adultes du cercle de Lomé, en remplacement de M. MIAT.

7 septembre 1933. — M. NOUVEL Lucien, sous-chef de dépôt des chemins de fer du Togo, est désigné pour remplir les fonctions de chef du matériel et de la traction du service des chemins de fer et du wharf, à compter du 1^{er} septembre 1933, en remplacement de M. WALLON, Henri, sous-chef de dépôt.

Constatation d'infractions

Par décision du :

6 septembre 1933. — M. CACCARELLI Félix, surveillant principal des travaux publics est commissionné à l'effet de constater les infractions à la réglementation de la protection et l'usage des voies publiques au Togo.

Préalablement à toute constatation, il prêtera serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

Indemnités

Par arrêtés du :

1^{er} septembre 1933. — Le tableau annexe de l'arrêté du 20 mai 1933 fixant les indemnités de fonction et de responsabilité, frais de bureau, frais d'éclairage des bureaux de postes, frais de représentation alloués aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Territoire est modifié comme suit :

Service météorologique

Observateur chargé d'une station de deuxième ordre :

Station dite « climatologique » 400 frs.

Station dite « pluviométrique » 200 frs.

Le tableau annexé à l'arrêté du 20 mai 1933 (indemnités de fonctions) est modifié ainsi qu'il suit :

Après : chef de cabinet secrétaire-archiviste du conseil d'administration 9.000 frs.

Ajouter : secrétaire-archiviste du conseil d'administration 1.800 frs.

Billeteur

Par décisions du :

27 août 1933. — M. PALMYRE, greffier près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est désigné en qualité de billeteur pour le personnel en service à la justice.

Le sergent-chef DESIRE Pierre de l'infanterie coloniale en service hors-cadres aux forces de police, est désigné pour remplir les fonctions de billeteur du dépôt des gardes indigènes dont il assure le commandement.

Primes et gratifications

Par décision du :

25 août 1933. — Une gratification de quatre mille francs (4.000 frs.) est attribuée à M. RODET, sous-chef de section contractuel, du service de construction du chemin de fer central togolais.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre II article 2, paragraphe 1 du budget de l'emprunt, exercice 1933.

Par arrêtés des :

27 août 1933. — Une gratification de trois mille francs (3.000 frs.) une fois payée, est allouée sur la proposition du Procureur de la République à M. REHART, commissaire de police de 3^e classe du cadre local supérieur du Togo, chef du service de police et de sûreté à Lomé.

La dépense résultant du présent arrêté est imputable sur les fonds du chapitre IV — article 7 — paragraphe 1 du budget local — exercice 1933.

6 septembre 1933. — Les primes de rendement et gratifications suivantes sont accordées aux divers agents techniques du service de la construction du chemin de fer central togolais dont les noms suivent :

M. M. MARENCO, chef de chantier de terrassement.	2.500 fr.
VOUYOCHEVITCH	2.400 fr.
MARCONI, opérateur sur pelle	2.472 fr.
POUAILLON	2.128 fr.
DURAND	800 fr.
LAURENT	580 fr.
DAUDON	160 fr.
AUBRY, chef de chantier maçonneries . .	6.280 fr.
BARBIER	1.200 fr.
PARIZY	2.400 fr.
PETIT, chef de chantier de terrassements.	800 fr.
BRAMARIE	2.400 fr.
BELLEFILLE	800 fr.
JALOUX	1.600 fr.
LARROUY, dessinateur	2.400 fr.

28.960 fr.

Le montant de la dépense correspondant à ces primes sera imputé sur le budget spécial sur fonds d'emprunt de l'exercice 1933 aux lignes respectives supportant la solde des intéressés.

Une gratification de six mille francs (6.000 frs.) est attribuée à M. DECAILLOT, ingénieur-mécanicien contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre II, article 3, paragraphe 1 du budget de l'emprunt, exercice 1933.

Congés et passages

Par décisions des :

24 août 1933. — Est et demeure rapportée la décision n° 628 du 2 août 1933 accordant passage à M. VOLKIN André.

Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir à Seurre (Côte d'Or), est accordé à M. DECAILLOT Maurice, ingénieur mécanicien contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais.

Une réquisition de passage Lomé-Marseille, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivrée sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 28 août 1933.

Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1^{re} classe 2^e catégorie de Lomé à Marseille sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 28 août 1933 est accordée à Mme CORROT, femme d'un administrateur adjoint de 2^e classe des colonies pour se rendre à Altkirch (Haut-Rhin) 2 place de la République.

29 août 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 46 rue Montmorency à Paris (III^e Arrt.) est accordé à M. WALLON Henri, sous-chef de dépôt du chemin de fer du Togo qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1^{re} classe 2^e catégorie, pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 septembre 1933.

30 août 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 11 rue Chaurais à St. Maixent-l'Ecole (Deux-Sèvres) est accordé à M. THOMAS André, instituteur ordinaire après 18 mois qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2^e classe 3^e catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 14 mois sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 septembre 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Pila-Canale (Corse) est accordé à M. BRUNI Louis, sous-chef de gare avant 18 mois du cadre local du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2^e classe 3^e catégorie pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 2 octobre 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Talsheim (Haut-Rhin) est accordé à M. KNILL Marcel, conducteur des travaux agricoles après 18 mois qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2^e classe 3^e catégorie pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 2 octobre 1933.

Une réquisition de passage en 2^e classe 3^e catégorie de Lomé à Marseille, sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 2 octobre 1933, est accordée à M. BELLEFILLE Stéphane, chef de chantier contractuel ainsi qu'à sa femme se rendant Quai de la Rapée à Paris.

2 septembre 1933. — Une réquisition de passage en 2^e classe 3^e catégorie de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 10 octobre 1933, est accordée à M. DURAND Emile, opérateur contractuel de pelle mécanique au service de construction du chemin de fer central togolais ainsi qu'à sa femme, se rendant 201 rue de Paris à Bagneux (Seine).

4 septembre 1933. — Un congé de convalescence de 3 mois pour en jouir à Lalbenque (Lot) est accordé à M. MIQUEL Laurent, chef de district contractuel du chemin de fer du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 2^e classe 3^e catégorie sur le paquebot *Jamaïque* attendu à Lomé vers le 5 septembre 1933.

Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir à Poudenas (Lot et Garonne) est accordé à M. LALANNE, Louis.

Une réquisition de passage en 2^e classe 3^e catégorie de Lomé à Bordeaux lui est en outre accordée sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 septembre 1933.

6 septembre 1933. — Une réquisition de passage en 2^e classe, 3^e catégorie de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 septembre 1933, est accordée à M. DELOBEL Hippolyte, chef forgeron fondeur contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, ainsi qu'à sa femme, se rendant 15 rue Edouard Manet à Paris.

MODIFICATIF en date du 24 août 1933 à la décision n° 654 du 10 août 1933, sur avis de M. le chef du service de construction du chemin de fer central togolais.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — pour en jouir 8 rue Carnot à Levallois, Perret

ART. 2. — pour se rendre de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 5 septembre 1933.

Lire :

ARTICLE PREMIER. — pour en jouir 41 rue St. Léonard à Reims (Marne)

ART. 2. —
pour se rendre de Lomé à Marseille sur le paquebot
Hoggar attendu à Lomé vers le 17 septembre 1933.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nomination

Par arrêté du :

6 septembre 1933. — Le nommé TCHAFALO Thomas, est nommé surveillant auxiliaire de 3^e classe stagiaire des P. T. T. en remplacement numérique du surveillant auxiliaire de 1^e classe HONGLO AGBÉGNIGAN et affecté à Lomé.

Engagement

Par décision du :

27 août 1933. — Est engagée en qualité d'infirmière auxiliaire Mlle. ALBA Marie-Louise LEYQUESSIM.

Elle aura droit, en cette qualité, à une solde mensuelle de deux cents francs (200 frs.) et sera mise à la disposition du médecin-chef de la circonscription sanitaire de Sokodé.

Affectations

Par décisions des :

30 août 1933. — Le microscopiste journalier EZEKPO en stage à Mango, est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de prophylaxie de la maladie du sommeil.

1^{er} septembre 1933. — Le congé du surveillant auxiliaire de 1^{re} classe NANDOMA CODJO est provisoirement suspendu pour compter du 1^{er} septembre 1933.

Cet agent est chargé du déplacement de la ligne télégraphique entre Blita et Sokodé.

Le surveillant auxiliaire de 2^e classe KAMARA BIANOU du bureau de Sokodé lui est adjoint pour la durée de ces travaux.

2 septembre 1933. — Le mécanicien-conducteur d'automobiles de 4^e classe COCKSON Edmond, en service au cercle d'Atakpamé est mis à la disposition du chef du garage central, en remplacement du mécanicien-conducteur de 4^e classe OTTO K. REINHARD.

Le mécanicien-conducteur d'automobiles de 4^e classe OTTO K. REINHARD, en service au garage central, est affecté au cercle d'Atakpamé, en remplacement du mécanicien-conducteur d'automobiles de 4^e classe COCKSON Edmond.

7 septembre 1933. — L'infirmier de 5^e classe KOUAOVI Christophe, en service à Tsévié, est affecté à Lomé, en remplacement de l'infirmier de 4^e classe KOUAO Joseph décédé.

Secours

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1933. — Est accordé un secours de deux cents francs (200 frs.) au mécanicien Emmanuel KONJO

qui a subi la perte de la phalange unguéale de l'annulaire de la main droite, consécutive à l'accident dont il a été victime le 1^{er} juillet 1933 sur le chantier d'adduction d'eau de Lomé.

La dépense afférente au secours ci-dessus accordé sera imputable au chapitre XV, article 3, paragraphe 2 (frais généraux) du budget local, exercice 1933.

Par décision du :

4 septembre 1933. — Un secours, une fois payé, de quatre cents francs (400 frs.) est accordé au nommé DJOSSOUVI, père du facteur-enregistreur DJOSSOUVI Dominique, licencié pour inaptitude physique et décédé à Anécho le 15 août 1933.

La dépense est imputable au chapitre I, article 2, paragraphe 2 du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

Congés et permissions

Par décisions des :

24 août 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 septembre 1933 inclus, est accordé à M. AVOUDJIGBE Daniel, ouvrier de 8^e classe, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 8 jours, sans solde pour raison de santé, du 19 au 26 août 1933 inclus, faisant suite à un congé, sans traitement de 30 jours, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe JOSEPHINE WILSON, née OLYMPIO.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 septembre 1933 inclus, est accordé à M. AMEDOWO-KPO NOUGBALO, surveillant de 2^e classe des P. T. T. en service à Lomé, pour en jouir à Bôbô (cercle de Lomé).

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 septembre 1933 inclus, est accordé à M. ABBEY ANATHEVI Isaac, ouvrier de 4^e classe, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 10 septembre au 9 décembre 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 1^{re} classe DURAND Dominique, en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 28 jours, avec traitement du 4 septembre au 1^{er} octobre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe AKOMAKRI Marcellin Hyacinthe, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 14 septembre au 13 octobre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8^e classe BRYM Daniel, en service au bureau des finances (matériel), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 4 septembre au 2 novembre 1933 inclus, est accordé à M. MES-SAH Moïse, commis-expéditionnaire de 4^e classe, en service au bureau des finances (magasin général), pour en jouir au Territoire.

25 août 1933. — Une permission de 10 jours, avec traitement du 25 août au 3 septembre 1933 inclus, est accordée à M. HOUNTON K. André, infirmier de 4^e classe, en service à Tététou (cercle d'Atakpamé), pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 septembre 1933 inclus, est accordé à M. KASSESSA DAOUROU, garde d'hygiène de 2^e classe, en service au cercle de Lomé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 8 jours avec traitement du 28 août au 4 septembre 1933 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe MINSO Amhroise en service à Lomé, pour en jouir à Ségbohoué, cercle de Ouidah (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement du 11 septembre au 9 octobre 1933 inclus, est accordé à M. ADENKA Athanasius, ouvrier de 3^e classe en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Atakpamé.

30 août 1933. — Un congé de 90 jours avec traitement, du 1^{er} septembre au 29 novembre 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe KPODAR Emile, en service aux travaux neufs à Akaba, pour en jouir à Glidji-Kpodji (cercle d'Anécho).

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 15 septembre au 13 novembre 1933 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 4^e classe YAMAJAKO Simon, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 septembre 1933 inclus, est accordé à l'homme d'équipe de 5^e classe ASSEINKOU KATA, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 90 jours, avec traitement du 1^{er} septembre au 29 novembre 1933 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 4^e classe Moïse AMADOU, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

1^{er} septembre 1933. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 12 au 19 septembre 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 7^e classe AKIBODE Florentin James, pour se rendre à Cotonou.

Le commis-expéditionnaire AKIBODE devra produire un certificat attestant qu'il a effectivement subi les épreuves du concours de secrétaire des greffes et parquets.

6 septembre 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement, du 10 septembre au 9 octobre 1933, est accordé à l'aide-pharmacien de 5^e classe Martin BIDI LAWSON, en service à Lomé pour en jouir à Anécho.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 20 septembre au 18 décembre 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe YAOCHA Marcellin, en service à Mango, pour en jouir à Lomé.

Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement du 2 septembre au 1^{er} octobre 1933 inclus, est accordé au pointeur de 6^e classe SEGBEDJI Michel, en service au wharf pour en jouir au Territoire.

Suspension de fonctions

Par décisions des :

30 août 1933. — L'homme d'équipe de 5^e classe KOUASSI GBEGNONHOU, est suspendu de ses fonctions à compter du 1^{er} septembre 1933.

7 septembre 1933. — Le moniteur de 5^e classe de l'enseignement officiel AMOUSSOU Pierre, est suspendu de ses fonctions.

Démission

Par décision du :

30 août 1933. — Est acceptée pour compter du 20 août 1933, la démission de son emploi offerte par le moniteur de 6^e classe ADANDE Vitus, de l'enseignement privé de la mission catholique.

Licenciements

Par décision du :

24 août 1933. — Est et demeure rapportée à compter du 1^{er} septembre 1933 la décision n° 587 en date du 18 juillet 1933 portant engagement en qualité de dactylographe, de M^{me} QUENUM Pauline.

29 août 1933. — Est et demeure rapportée la décision n° 288 en date du 31 mars 1933, portant engagement comme conducteur auxiliaire d'automobile du nommé Assou Michel.

Révocation

Par arrêté du :

27 août 1933. — Le chef de train de 8^e classe RAYMONDO Félix, est révoqué de son emploi pour compter du 8 juillet 1933, pour faute grave dans son service.

FORCES DE POLICE**Engagements**

Par arrêté du :

29 août 1933. — Sont engagés pour 1 an, comme miliciens de 2^e classe, les stagiaires dont les noms suivent, à compter du :

5 mai 1933. — GOUDJO, N° Mle M/297, de la 4^e section milice Anécho.

12 mai 1933. — ZINSOU, N° Mle M/298, de la 4^e section milice Anécho.

16 mai 1933. — YAYA MANGO, N° Mle M/299, de la compagnie de milice.

PAKINDAM, N° Mle M/300, de la compagnie de milice.

DABRE, N° Mle M/301, de la compagnie de milice.

NIAMA, N° Mle M/302, de la compagnie de milice.

YACOURI, N° Mle M/303, de la compagnie de milice.

26 mai 1933. — ALAHI, N° Mle M/304, de la compagnie de milice.

DINBA, N° Mle M/305, de la compagnie de milice.

KOUTCHE, N° Mle M/306, de la compagnie de milice.

ASSOGBA, N° Mle M/307, de la compagnie de milice.

OUORI, N° Mle M/308, de la compagnie de milice.

KORA Alexandre, N° Mle M/309, de la compagnie de milice.

BAKOU, N° Mle M/310, de la compagnie de milice.

BELIA KONÉ, N° Mle M/311, de la compagnie de milice.

1^{er} juin 1933. — OUASSOU, N° Mle M/312, de la compagnie de milice.

DIATZ, N° Mle M/313, de la compagnie de milice.

ALAOU, N° Mle M/314, de la compagnie de milice.

LAGBESSI, N° Mle M/315, de la compagnie de milice.

BABA, N° Mle M/316, de la compagnie de milice.

BELOUA, N° Mle M/317, de la compagnie de milice.

AKODA, N° Mle M/318, de la compagnie de milice.

ADJOU, N° Mle M/319, de la compagnie de milice.

DAHOUFAYE, N° Mle M/320, de la 4^e section milice Anécho.

3 juin 1933. — GBEA, N° Mle M/321, de la compagnie de milice.

BABA KÉITA, N° Mle M/322, de la compagnie de milice.

TCHASSI Camille, N° Mle M/323, de la compagnie de milice.

6 juin 1933. — DJOGBEMEDE, N° Mle M/324, de la compagnie de milice.

MAHINO, N° Mle M/325, de la 4^e section milice Anécho.

KAOLÉ, N° Mle M/326, de la 4^e section milice Anécho.

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an dans la garde indigène, à compter du :

13 août 1933. — ADIALE, garde 1^{re} classe Mle 782, du peloton de Lomé.

19 août 1933. — BRAHIMA, garde 1^{re} classe Mle 783, du peloton de Lomé.

1^{er} septembre 1933. — DADJO, brigadier 2^e classe Mle 357, du peloton des travaux neufs.

18 septembre 1933. — AMOUSSA DIARRA, garde 2^e cl. Mle 894, du peloton de Sokodé.

Congés — Permissions

1^o) Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

DJOMA, milicien 1^{re} classe Mle M/74, de la compagnie de milice accompagné de sa femme et ses 3 enfants pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

TABASSI BORA, garde 2^e classe Mle 773, du détachement police Lomé pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

DJAFALA, garde 2^e classe Mle 692, du peloton de Mango accompagné de sa femme pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

TCHOUKA KABRÉ, brigadier 2^e classe Mle 51, du peloton de Klouto, pour en jouir à Baga (Sokodé).

2^o) Une permission de 15 jours avec traitement est accordée à chacun des agents dont les noms suivent :

TCHAPO, milicien 1^{re} classe Mle M/71, de la compagnie de milice pour en jouir à Dfalé (Sokodé) frais de transport à la charge de l'intéressé.

BALIGUI, garde 1^{re} classe Mle 702, du peloton d'Atakpamé pour en jouir à Bissaré (Sokodé) frais de transport à la charge de l'intéressé.

Punitions

a) Sont portées à 15 jours de prison dont 8 avec retenue de solde :

La punition de 8 jours de prison avec retenue de solde infligée le 6 août 1933 par le commandant de cercle de Lomé au garde de 2^e classe PATCHAMA Mle 858.

La punition de 4 jours de prison infligée le 3 juillet 1933 par le commandant de cercle de Sokodé au garde de 1^{re} classe KALAKASSI Mle 937.

b) Une punition de 15 jours de prison dont 8 avec retenue de solde est infligée au garde de 1^{re} classe YAMBA, Mle 699 du peloton de Sokodé.

Licenciements

Sont licenciés à compter du :

1^{er} septembre 1933. — FALLIGUE, milicien stagiaire, de la compagnie milice (inaptitude professionnelle).

23 septembre 1933. — BEDJARA, garde 1^{re} classe Mle 359, du peloton de Klouto (fin de contrat).

25 septembre 1933. — TIEDRE KORA, garde 2^e classe Mle 361, du peloton de Mango (fin de contrat).

Affectations

a) au peloton de dépôt Lomé.

Sont affectés pour compter du :

1^{er} septembre 1933. — TEARCHI, garde de 1^{re} classe Mle 670, du peloton des travaux neufs.

BAMA DANDAONA, garde 2^e classe Mle 791, du peloton des travaux neufs.

MALOUA, garde 2^e classe Mle 756, du peloton des travaux neufs.

BADENA, garde 2^e classe Mle 283 du peloton des travaux neufs.

ALONAN, garde 2^e classe Mle 892, du peloton des travaux neufs.

b) au peloton de Klouto.

ZATO, garde de 1^{re} classe Mle 189, du peloton de dépôt.

c) au peloton de Mango.

YORA, garde de 1^{re} classe Mle 46, du peloton de dépôt.

BOURSE SCOLAIRE

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1933. — Il est alloué, pour l'année scolaire 1933-1934 à M. AKAKPO, élève à l'école nationale vétérinaire d'Alfort, une bourse de sept mille francs (7.000 frs.) se composant comme suit :

Internat	3.600 frs.
Livres et instruments	500 —
Vacances (800 frs. par mois)	2.400 —
Imprévu	500 — (y compris la garantie de 300 frs. à verser au régisseur de l'école au début de l'année scolaire).

Cette bourse est payable de la façon suivante :

1^o — Au régisseur de l'école :

a) — Garantie de 300 frs : dans la première huitaine de l'année scolaire;

b) — Internat : 1.080 frs. le 1^{er} octobre

1.080 frs. le 1^{er} janvier

1.440 frs. le 1^{er} avril

2^o — A l'élève :

a) — Livres et instruments : sur présentation d'une liste dressée par le directeur de l'école;

b) — Vacances : par mensualité.

c) — Imprévu : sur justification fournie par la direction de l'école.

La dépense est imputable au budget local du Togo.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

31 août 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe du ministère des colonies, directeur des services administratifs et du cabinet, est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois d'août 1933.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

27 août 1933. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 1^{er} septembre 1933.

COMMISSION

Par décision du :

28 août 1933. — Une commission composée de :

M.M. BILLET, capitaine du génie, chef du service du chemin de fer et du wharf . . . *Président*

DEJEAN, sous-lieutenant d'infanterie coloniale, } *Membres*

WALTER, sergent d'infanterie coloniale, }

SERY, sergent d'infanterie coloniale, comptable aux forces de police . . . *Secrétaire*

se réunira au magasin central des forces de police (camp des gardes) le 28 août 1933 à 9 heures pour statuer sur la condamnation de 2 canons de mousqueton.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies. *Président*

WALLON Henri, sous-chef de dépôt, } *Membres*
MOUSSA KEITA, chef d'équipe de 2^e classe, }

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'homme d'équipe de 5^e classe KOUASSI GBEGNONHOU.

Elle devra répondre aux questions suivantes :

1^o — L'homme d'équipe de 5^e classe KOUASSI GBEGNONHOU s'est-il rendu coupable de faute grave et de négligence dans l'exécution de son service d'aiguilleur ?

2^o — Est-il responsable de détérioration de matériel roulant par erreur d'aiguillage ?

L'homme d'équipe de 5^e classe KOUASSI GBEGNONHOU sera admis à présenter sa défense oralement ou par écrit.

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée (1^o — révocation, 2^o — rétrogradation etc...)

M. WALLON remplira les fonctions de rapporteur de la sus-dite commission.

EXPULSION

Par arrêté du :

1^{er} septembre 1933. — Il est enjoint au nommé JOHNSON Michel, né à Grand-Popo, âgé de 36 ans environ, de quitter le territoire du Togo dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du chef du service de police et de sûreté.

Au cas où le sus-nommé ne se conformerait pas à cet ordre, il sera expulsé.

Il lui est interdit de reparaitre sur toute l'étendue du territoire du Togo.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêtés des :

30 août 1933. — La compagnie française de l'Afrique occidentale est autorisée, dans les conditions fixées

par l'arrêté du 16 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1), à Lomé, dans la boutique tenue par M. Adolphe AMAIZO, à l'angle de la rue d'Amutivé et de la rue d'Alsace-Lorraine.

6 septembre 1933. — Est autorisée dans les conditions fixées à l'article 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 (liste n° 1) l'importation et la vente du produit ci-après : Eau minérale gazeuse « Apollinaris ».

SUBVENTION

Par arrêté du :

4 septembre 1933. — Une subvention de trois mille francs (3.000 frs.) est accordée à la société « Cosmopolite de Lomé », pour l'aménagement d'un court de tennis sur la parcelle du terrain domanial qu'elle occupe à Lomé, en vertu et dans les conditions de l'arrêté du 13 janvier 1933.

La dépense offerte à la subvention ci-dessus est imputable au chapitre XV, article 4 du budget local, exercice 1933.

Le chef du service de l'éducation physique et des sports est chargé du contrôle de l'emploi des fonds provenant de cette subvention.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 884, déposée le 1^{er} septembre 1933 le sieur Joseph Siggini, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, formant le lot n° 5 compris dans le lotissement de la parcelle 124 feuille 4 du plan allemand de Lomé, portant une grande construction en briques de ciment à usage d'habitation et une dépendance d'une contenance totale de 6 ares 66 centiares situé à Lomé, quartier n° 6 (commune de Lomé) et borné au nord par lot 3 à Sivomè, à l'est par le lot 6 à Fritz Kpadenou, au sud par lot 7 à Dogbé et à l'ouest par une ruelle non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 885, déposée le 1^{er} septembre 1933 le sieur Joseph Siggini, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, formant le lot n° 4 compris dans le lotissement de la parcelle 124 feuille 4 du plan allemand de Lomé, d'une contenance totale

de 6 ares 20 centiares situé à Lomé, quartier n° 6 (commune de Lomé, et borné au nord par lot 2 à Hukpati, à l'est par la rue de Marseille, au sud par le lot 6 à Fritz Kpadenou, à l'ouest par le lot 3 à Sivomè.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 886, déposée le 9 septembre 1933, le sieur Jacob Adjallé profession de chef de canton d'Amutivé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier sur lequel sont édifiées deux constructions en briques de ciment couvertes en tôles dont l'une à étage à usage commercial, l'autre à usage de magasin d'une contenance totale de 4 ares 70 centiares situé à Lomé, quartier n° 4 (commune de Lomé) et borné au nord par la jonction rue de la gare et rue Maréchal Gallieni, à l'est par la rue de la gare, au sud par terrain à Ebenezer Amousuga, à l'ouest par rue Maréchal Gallieni.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 887, déposée le 9 septembre 1933 le sieur John Datsu Waklati profession d'employé de commerce (U.A.C.) à Atakpamé et domicilié à Lomé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 82 centiares situé à Lomé, quartier n° 9 (commune de Lomé) et borné au nord par la rue de Brazza, à l'est par terrain à Philippe Anthony, au sud par terrain à Frédéric Agbe-Van, à l'ouest par terrain à Kotovi Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 888, déposée le 11 septembre 1933 le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre demeurant à Lomé agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble rural en partie bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, en grande partie planté de cocotiers, le surplus en friche sur lequel est édifiée, une grande maison d'habitation, dépendance, aire de séchage de coprah, magasin, puits, usine à défibrer le sisal en ruine et dans lequel terrain sont comprises diverses enclaves appartenant aux villages dits Ebanoukopé et Foligakopé d'une contenance totale de 515 hectares 77 ares 65 centiares situé à Kpemé (cercle d'Anécho), traversée par la voie ferrée Lomé-Anécho, connu sous le nom de plantation de Kpemé et borné au nord

par terrain à 'Rudolph Agbodjan, Sewattchrikopé, Apeyadu et la lagune, à l'est par terrain à Ehunvi de Baté-kopé, Hupenu, Henri Boabé, chef Boabé, Amussu, Mensah et Kuko de Gunkopé au sud par une bande de terrain appartenant à la collectivité de Gunkopé, et la route Lomé-Anécho, à l'ouest par terrains à Mensah Atsoho, Attitowé Lasseý, Holor, Armagah Kuévi-Gbi, Armah Kuévi-Gbi, Kumako Mensah, Kankuega Bossu, Aboka Mensah, Tossu Tometi, Clement Lasseý, Thomas Sylvestre, Ayayi Bè et Akoueté Mikehoun de Porto-Seguro.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés savoir :

Une redevance de un mark par tonne de produits exigible pendant toute la durée de plantation, à payer par le propriétaire aux indigènes signataires des contrats des 14 février 1895, 9 septembre 1894 et 5 novembre 1896.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

Avis de bornages

Le mardi 24 octobre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, (cercle d'Atakpamé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier portant plusieurs bâtiments à usages d'habitation, d'économat, dortoirs, salle de classe, hangar, cuisine et lavoir, d'une contenance de 5 hectares 43 ares 05 centiares, connu sous le nom de « Nonnenberg » et borné au nord et au sud par terrain domanial, à l'est par des rues non dénommées, à l'ouest par un ruisseau dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Jean-Marie Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo suivant réquisition du 5 juillet 1933, n° 875.

Le lundi 9 octobre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 8 hectares 40 ares 37 centiares, et borné au nord par terrain à Gassou et Misogbé, à l'est par un passage aux troupeaux, au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à Wuanyo et Avuzi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, propriétaire-cultivateur demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 11 juillet 1933, n° 876.

Le mardi 10 octobre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé suburbain, (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 19 ares 72 centiares, et borné au nord par terrain à Bleshi, à l'est par un sentier le séparant du terrain à la mission catholique, au sud par terrain au chef Adjallé Jacob, à l'ouest par terrain à Aho Agbozo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, propriétaire-cultivateur demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 11 juillet 1933, n° 877.

Le mercredi 18 octobre 1933 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avévé, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain en palmiers naturels en forme de polygone irrégulier, sur lequel sont édifiés, une maison et un hangar etc....etc.... d'une contenance de 89 hectares 17 ares 30 centiares, connu sous le nom de Kpéhonou-Amewo et borné au nord par terrains à Sévi, Toglo, Amega, Doku, Hartivi, Gatiglo, Padonou, Dossem et Moussouvi de Batonou, à l'est par le Mono, au sud par terrains à Hounpedokoé, Fiondéhomé, Amega, Doku, Tutuvi, Koumodji, Metoyoun, Kaku, Mikehoun Eglo, Akakpo, Pegla, et Dissou à l'ouest par terrains à Mikehoun et Sévi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Pages Pierre, agent de commerce demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte de la société générale du Golfe de Guinée, dont le siège est à Paris, rue de la Victoire n° 94 suivant réquisition du 19 juillet 1933, n° 878.

Le mercredi 18 octobre 1933 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avévé, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain en palmiers naturels et terrain de culture, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 3 hectares 60 ares 27 centiares, connu sous le nom de Vodomé et borné au nord par terrain à Gatiglo, Afanou, à l'est par le Mono, au sud et à l'ouest par terrain à Adulé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Pages Pierre, agent de commerce demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte de la société générale du Golfe de Guinée, dont le siège est à Paris, rue de la Victoire n° 94 suivant réquisition du 19 juillet 1933, n° 879.

Le mercredi 18 octobre 1933 à huit heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avévé, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain en palmiers naturels et terrain de culture, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 73 ares 40 centiares, connu sous le nom de « Chépotamé » et borné au nord par terrain à Bossou, à l'est par le déversoir du Mono, au sud par terrain à la dame Adulé et à l'ouest par terrain au nommé Kati; dont l'immatriculation a été demandée par le

sieur Pages Pierre, agent de commerce demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte de la société générale du Golfe de Guinée, dont le siège est à Paris, rue de la Victoire n° 94 suivant réquisition du 19 juillet 1933, n° 880.

Le mercredi 11 octobre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier portant trois grandes constructions à étages etc....etc.... d'une contenance de 23 ares 90 centiares, et borné au nord par la rue du commerce, à l'est par terrains aux héritiers Van-Lare Charles, au sud par le boulevard de la République prolongé, à l'ouest par la concession appartenant aux Chargeurs Réunis, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France suivant réquisition du 21 juillet 1933, n° 881.

Le mercredi 11 octobre 1933 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une grande construction dont le 1^{er} étage à usage d'habitation, le rez-de-chaussée à usage des bureaux de l'enregistrement etc....etc.... d'une contenance de 50 ares, et borné au nord et à l'ouest par le T. 431 de Lomé, à l'est par la rue du Rond-Point et au sud par le boulevard de la République, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France suivant réquisition du 21 juillet 1933, n° 882.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la Propriété foncière,

PEYROTTE.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois d'Août 1933**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	REMARQUÉ
185-Asie Bordeaux-Pt. Noire	Français	2. 8. 33	2. 8. 33	4.214	157	1.202	—
186-Wahehe Hambourg-Tiko	Allemand	3. 8. 33	3. 8. 33	2.771	77	—	—
187-Gunnaron Durban-Göthenburg	Suédois	3. 8. 33	4. 8. 33	1.779	30	—	472.256
188-Reggestroom Kribi-Hambourg	Hollandais	3. 8. 33	3. 8. 33	1.689	39	37.074	51.040
189-Nigerian Liverpool-Burutu	Anglais	3. 8. 33	4. 8. 33	2.131	36	143.722	—
190-Dagomba Liverpool-Douala	—do—	7. 8. 33	7. 8. 33	2.100	39	26.345	—
191-Jonathan Holt Liverpool-Warri	—do—	7. 8. 33	7. 8. 33	1.794	39	106.062	—
192-Madonna Douala-Marseille	Français	7. 8. 33	7. 8. 33	3.263	132	0.354	0.498
193-Glenlea Burutu-Hambourg	Anglais	8. 8. 33	9. 8. 33	2.541	34	—	247.240
194-Livadia Hambourg-Kogo	Allemand	10. 8. 33	10. 8. 33	1.824	46	8.184	—
195-William Wilberforce Sapele-Hambourg	Anglais	12. 8. 33	12. 8. 33	2.165	36	—	5.569
196-Laguna Lobito-Trieste	Italien	12. 8. 33	12. 8. 33	3.319	37	—	64.253
197-Fort Médine Anvers-Douala	Français	13. 8. 33	13. 8. 33	3.141	44	97.784	—
198-Asie Pt. Noire-Bordeaux	—do—	15. 8. 33	15. 8. 33	4.214	157	—	—
199-Dunkwa Liverpool-Kribi	Anglais	16. 8. 33	16. 8. 33	1.996	35	19.863	104.358
200-Canada Marseille-Douala	Français	17. 8. 33	17. 8. 33	5.668	165	37.495	—
201-Jonathan Holt Warri-Liverpool	Anglais	18. 8. 33	18. 8. 33	1.794	39	0.092	76.070
202-Brenta Trieste-Pt. Noire	Italien	20. 8. 33	21. 8. 33	3.319	38	425.135	—
203-Fort Lamy Liverpool-Hambourg	Français	22. 8. 33	22. 8. 33	3.117	41	—	125.230
204-Jamaïque Bordeaux-Pt. Noire	—do—	23. 8. 33	23. 8. 33	6.859	133	1.750	2.817
205-Tombouctou Douala-Marseille	—do—	24. 8. 33	24. 8. 33	3.262	43	—	170.730
206-Casamance Hambourg-Matadi	—do—	25. 8. 33	25. 8. 33	3.455	45	39.401	—
207-Dagomba Douala-Liverpool	Anglais	26. 8. 33	26. 8. 33	2.100	39	1.745	93.229
208-Lagosian Opobo-Hambourg	—do—	26. 8. 33	26. 8. 33	3.364	33	1.452	391.788
209-Alfred Jones Liverpool-Warri	Anglais	27. 8. 33	27. 8. 33	2.155	41	27.759	—
210-Chelma Marseille-Pt. Noire	Français	28. 8. 33	28. 8. 33	3.106	43	302.424	—
211-Gabon Port-Gentil-Gênes	Italien	28. 8. 33	30. 8. 33	2.277	30	—	251.689

Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
212-Canada Douala-Marseille	Français	28. 8. 33	28. 8. 33	5.668	165	1.112	11.480
213-Ft. Archambault Havre-Libreville	—do—	30. 8. 33	30. 8. 33	3.288	44	44.768	—

PORT D'ANÉCHO

9-Glenlea Burutu-Hambourg	Anglais	7. 8. 33	8. 8. 33	2.341	34	—	134.640
-------------------------------------	---------	----------	----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 31 Août 1933.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBARROUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Jugement de report d'ouverture

D'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce du département de la Seine séant à Paris le 26 Juillet 1933.

Il a été extrait ce qui suit :

Le Tribunal reporte et fixe au 23 Janvier 1932 la date de cessation de paiements de la faillite :
SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE Société anonyme au capital de 15.000.000 de francs, ayant pour objet l'entreprise de transports aux colonies avec siège à Paris, 10, rue de Maubeuge.

n° 45.837 du Greffe

Le Greffier :

Signé : ILLISIBLE

Pour copie certifiée conforme,

Le Greffier en Chef p. i. du Tribunal de Commerce de Lomé (Togo).

L. PALMYRE